

Congrès UD Cgt 63 – 7 et 8 novembre 2019.

Participation de 6 délégués du CHU de Clermont-Ferrand, 2 représentantes seront élues à la Commission Exécutive.

1^{er} jour du Congrès, intervention du syndicat: L'offensive gouvernementale contre le droit à la santé et l'hôpital public contenue dans le projet de loi de financement de la Sécurité-Sociale pour 2019, en discussion actuellement au parlement et ses conséquences dramatiques au CHU de Clermont-Fd comme dans tous les hôpitaux. De nombreux services sont mobilisés contre les suppressions de postes et les très mauvaises conditions de travail et de soins, les Urgences bien sûr mais aussi le Samu, la pédiatrie et bien d'autres encore et pour la première fois les médecins rejoignent le mouvement, un rassemblement commun est appelé le 14 novembre à G.Montpied et à Estaing.

Et parce que ce qui rassemble tout le monde et sur lequel il faut faire plier le gouvernement, le syndicat présente la motion suivante,

Elle a été adoptée sans opposition à mains levées et chaleureusement applaudie le 2^{ème} jour du congrès:

«Le congrès de l'Union Départementale CGT du Puy de Dôme réuni les 7 et 8 novembre 2019, fermement opposé au régime universel par points du projet Macron/Delevoye et attaché à la défense des régimes de retraite des travailleurs par répartition et annuités (régimes général et particuliers),

- se prononce clairement pour le retrait total du projet de contre-réforme des retraites et pour que ce mot d'ordre centralisateur soit repris par toute la CGT pour contribuer efficacement à la mobilisation de tous les travailleurs dans un combat national, centralisé pour faire reculer le gouvernement.»

2ème jour du Congrès, en présence du camarade Philippe Martinez, secrétaire confédéral.

Deuxième intervention du syndicat:

«Oui camarades, la question du combat pour mettre Macron genou à terre, comme l'a dit hier une camarade, et imposer le retrait de son projet de réforme des retraites, est la question centrale qui est aujourd'hui posée à toute la CGT.

Nous pouvons le dire, si nous ne gagnons pas cette bataille, cela signifierait une régression sociale historique pour tous les travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités et donc pour la CGT.

La violence des réformes précédentes appliquées par Macron nous éclairent sur l'avenir. Pour ne parler que des deux dernières - réforme de l'assurance chômage,- émigration,

ce sont les conditions matérielles d'existence des plus pauvres, des plus précaires qui sont encore rabaissées.

La violence de ces réformes n'a d'égal que les violences policières et la répression dont une dernière expression à notre égard est l'arrestation du secrétaire de l'UD CGT de Seine Saint-Denis, Hervé Ossant le 31 octobre lors de la venue du premier ministre dans le département.

Ce projet de réforme des retraites, c'est, **pour tous**, travailler **toujours** plus longtemps, et la **baisse** des pensions de retraite, y compris celles des retraités actuels que nous chiffrons à 30%, donc la remise en cause de la santé et la pauvreté pour un plus grand nombre. **C'est la fin de la Sécurité-Sociale.**

Les travailleurs l'ont compris, alors ne laissons pas s'installer la peur du lendemain.

Macron et son gouvernement sont disposés pour la bataille:

- Le premier ministre a vendu la mèche au cours de sa causerie dans le Jura le 17 octobre dernier: **«les points durs non négociables, un système universel par points (et) qui doit être à l'équilibre financier, sinon tout est sur la table, prendre le temps de discuter, ne pas donner le sentiment que tout serait joué d'avance...».**

Leur arme c'est la poursuite des concertations à l'infini pour engluer les syndicats dans le soit disant dialogue social.

Ces derniers jours Macron et son gouvernement ont précisé leurs intentions: Aller jusqu'au bout!

- Macron: sur RTL le 28 octobre, **«je veux aller au bout de cette réforme, je pense qu'elle est nécessaire pour le pays donc je la défendrai, je ferai tout pour qu'il n'y ait pas de blocages, je ferai tout pour qu'on soit en soutien de nos compatriotes qui seraient bloqués mais je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance».**

- Le premier ministre réunit le 5 novembre les députés Macron à l'AN; à propos du projet de réforme des retraites, il leur dit: **«ne doutez pas de la détermination de l'exécutif! On le fera», il ajoute «la vérité, c'est que cette réforme, par son ampleur, est plus importante que toutes celles cumulées, qui ont été menées depuis 1993»** et encore **«ne laissez pas prospérer la fausse musique qui dit qu'on repousserait la mise en œuvre de la réforme» en soulignant la «fermeté» et la «détermination à toute épreuve» du pouvoir.**

- Et dans le Parisien du 7 novembre Delevoye: **«la clause du «grand-père», signifierait que l'on renonce à la réforme».**

La réussite de cette réforme est un enjeu pour le gouvernement. Ils sont déterminés, nous devons l'être tout autant.

- Comme l'a été la CGT de la RATP, qui a refusé de participer à la concertation sur la liquidation de leur régime de retraite: **«nous n'avons rien à discuter, car nous avons dit clairement notre opposition à la retraite par points»** déclare précisément le responsable du syndicat le 18 octobre.

- **La CGT Cheminots ne s'est pas rendue à la concertation** convoquée sur le même sujet par Djebbari le secrétaire d'État aux transports, même si les raisons évoquées ne sont pas les mêmes, le fait est que la CGT n'a pas participé.

Camarades, dans ces circonstances, à ce moment précis, il faut le dire, la rencontre de la direction confédérale du 29 octobre avec DELEVOYE, dont le compte-rendu a été publié le lendemain sur le site de la Confédération et qui annonce 3 autres réunions pour «exposer nos propositions» est incompréhensible; elle nous a particulièrement interpellés.

Depuis des mois que dure cette concertation, la CGT a cent fois exposé ses propositions; ni Macron, ni Philippe, ni Delevoye n'ont l'intention d'en discuter. Djebbari l'a répété au camarade Martinez lors de leur récent débat sur Cnews.

«Il n'y a pas d'ouverture mais une tentative d'enfumage pour faire passer un projet injuste» c'est Fabrice Angei, membre du bureau confédéral qui le dit (le monde 23/X).

Il faut relire ce que dit le premier ministre: «prendre le temps de discuter, ne pas donner le sentiment que tout serait joué d'avance...».

Ils ne cherchent qu'à associer la CGT le plus longtemps possible à la préparation de leur projet dévastateur pour empêcher l'organisation d'une réelle mobilisation des travailleurs, parce qu'on ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors.

A quoi bon discuter de la couleur des murs de la maison puisque l'objectif du gouvernement est de détruire la maison. Ils nous utilisent pour différer l'affrontement en espérant qu'il n'aura pas lieu.

A l'inverse, si nous voulons réellement contribuer à une mobilisation d'ampleur de tous les travailleurs:

Si, par exemple, nous voulons faire du 5 décembre le point de départ d'un véritable affrontement avec le gouvernement pour le contraindre à retirer son projet,

- **alors il faut partir sur des bases claires, annoncer clairement à tous que le but de la CGT est le retrait total du projet, car tout autre mot d'ordre serait diversion.**
- **alors la direction confédérale de la CGT doit annoncer clairement qu'elle quitte toute concertation sur le projet avec Delevoye ou tout autre représentant du gouvernement, qu'elle renonce à se rendre aux 3 réunions qu'elle a programmées avec Delevoye et qu'aucune de ses organisations n'engagera de discussion secteur par secteur ou profession par profession.**

Nous, militants devons être dans la clarté et dans la confiance sur les positions de notre organisation.

C'est notre résolution dans l'expression de notre opposition au projet, c'est la clarté dans nos objectifs qui encouragera nos collègues à entrer dans le combat et entraînera les autres organisations syndicales.

Ce n'est pas une illusion, la vague des droits de retraits des conducteurs et contrôleurs de la SNCF, les grèves spontanées dans les ateliers témoignent que des secteurs entiers de la classe ouvrière sont prêts au combat, à nous de les encourager et, à sa manière, parce que l'exercice du droit de grève y est difficile, la multiplication de mouvements dans les hôpitaux, des personnels, et ce qui est nouveau, de nombre de médecins et pas seulement dans les services d'urgences en témoigne également.»

A la suite de l'intervention chaleureusement applaudie par une grande partie des délégués, la motion suivante a été déposée au bureau du congrès par un représentant d'un autre syndicat, elle n'a pas été soumise au vote:

« Le congrès se prononce pour que toutes les instances de la CGT, confédérales ou fédérales, renoncent à toute participation aux prochaines réunions de concertation/discussions sur ce projet organisées par le gouvernement. »

Par la suite, P. Martinez, secrétaire confédéral, dans son intervention, à ce propos, a dit «.... à l'issue de ces 3 réunions on fera le point et on décidera après.....»